

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
<b>25</b>	<b>20</b>	<b>5</b>

N° de la séance : 11

Objet de la délibération : Direction de la  
Cohésion Sociale - Association HARJES -  
Attribution de subventions pour l'année  
2018

 Original

- Expédition certifiée conforme à l'original

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2018.142

Date de la convocation :  
**Le 10/07/2018**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage **27 JUL. 2018**  
en date du

de la réception s/Préfecture  
en date du **27 JUL. 2018**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 16 juillet 2018**

L'an deux mil dix-huit et le 16 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, René TRASTOUR

**ABSENTS :**

Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Joseph VALETTE

**Madame SALUCKI,**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'accès au droit.

L'association HARJES, conformément à ses statuts, exerce notamment une mission d'accès au droit ainsi que d'aide aux victimes d'infractions pénales et de litiges civils.

Les objectifs de l'association HARJES sont les suivants : accueillir, écouter, aider (psychologiquement et matériellement), informer, orienter, accompagner toute personne quels que soient son âge, son sexe, sa nationalité, son lieu de résidence et son niveau de vie.

Ces missions se réalisent dans le cadre de permanences hebdomadaires effectuées dans les Antennes de Justice d'Antibes Juan-Les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis/ Biot et de Vallauris Golfe-Juan.

Ces permanences se font selon deux axes : l'accès au droit d'une part, en appui des coordinateurs de justice des Antennes de Justice (délivrance d'une information juridique de 1er niveau et orientation vers des partenaires spécialisés) et l'aide aux victimes et aux démarches administratives d'autre part (suivi des démarches accomplies par les victimes en amont d'un procès pénal ou civil).

Ces actions sont par ailleurs soutenues par d'autres partenaires ; et notamment l'Etat par l'activation du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD).

Le bilan de ces actions déjà menées en 2017 fait apparaître qu'au cours de la précédente année :

- 840 personnes ont été accueillies : dont 353 sur Antibes, 293 sur Vallauris et 194 sur Valbonne ; 1 236 entretiens au total ont été réalisés ;
- 588 diligences ont été effectuées en lien principalement avec les services judiciaires et de police ou gendarmerie.

Après étude des deux dossiers de demandes de subventions constitués par HARJES, et dans la limite de l'enveloppe prévue au budget primitif 2018, il est proposé de procéder à l'attribution de deux subventions pour un montant total de 42 000 € à l'association, se déclinant comme suit :

- 10 500 € pour sa mission d'accès au droit,
- 31 500 € pour sa mission d'aide aux victimes.

Considérant que par délibération n°.CC2014.005 du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

Une convention détaillée fixant les objectifs quantitatifs et qualitatifs annuels est jointe à ce projet de délibération afin de permettre au Bureau Communautaire de délibérer sur la subvention 2018 à attribuer et prendra en compte les résultats financiers et d'activité 2017.

Considérant que ces actions par HARJES s'inscrivent dans la compétence Politique de la Ville transférée à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représente cette action pour la Communauté d'Agglomération en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 11 juillet 2018 ;

Vu les crédits qui figurent au Budget Primitif de l'année 2018 ;



Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer deux subventions pour **un montant total de 42 000 €** à l'Association HARJES ;
- d'approuver les termes des 2 conventions de participation financière entre l'Association HARJES et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Madame la vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6574 – fonction 03 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal - budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'octroyer deux subventions pour **un montant total de 42 000 €** à l'Association HARJES ;
- d'approuver les termes des 2 conventions de participation financière entre l'Association HARJES et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Madame la vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6574 – fonction 03 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal - budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 16 juillet 2018  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



**Jean LEONETTI**

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE  
AVEC L'ASSOCIATION HARJES – Action « Accès au Droit »**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 16 juillet 2018 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

**ET**

L'association dénommée HARJES régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'aider, dans la mesure de ses moyens et de ses compétences, à la résolution de problèmes humains, dont le siège social est situé 31-33 rue Marcel Journet - 06130 GRASSE, représentée par Monsieur Bernard SEGUIN agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **HARJES**

**EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, l'association HARJES exerce notamment une mission d'accès au droit s'adressant à toute personne quels que soient son âge, son sexe, sa nationalité, son lieu de résidence et son niveau de vie.

Dans ce cadre, il est prévu l'exercice et l'organisation de permanences au sein des antennes de Justice d'Antibes Juan-les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe-Juan.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 11 juillet 2018.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, HARJES s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accès au droit en assurant notamment une prise en charge du public dans le cadre de permanences réalisées au sein des Antennes de Justice d'Antibes Juan-les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe-Juan.

L'action d'accès au droit mise en place par l'association HARJES doit permettre aux usagers en difficulté sur des questions juridiques d'être informés et orientés.

Le contenu opérationnel de l'action est défini par l'association HARJES.

L'association HARJES s'engage à assurer le maintien de l'action en période estivale et en fin d'année.

Les situations pouvant provoquer l'annulation de l'action et sa non-reprogrammation sont les suivantes :

- Les congés légaux et conventionnels, sur la base de cinq semaines par an ;
- La formation et l'information professionnelles, sur la base d'une semaine par an.

En cas d'absence, l'association HARJES devra en aviser l'Antenne un mois à l'avance.

S'agissant des situations d'absence pour raisons de maladie ou d'accident dont la durée excède une semaine, l'association HARJES s'engage à pourvoir au remplacement de l'intervenant par un professionnel présentant les compétences requises. En cas de difficulté dans cette recherche occasionnant d'importants délais, un référent de l'association sera désigné pour assurer les permanences.

L'association HARJES n'est pas habilitée à sous-traiter l'exécution de tout ou partie de l'action.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2018.

L'évaluation positive de l'action conditionne son renouvellement annuel.

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION**

Le coût total annuel estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 19 951 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux annuels estimés prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 31 151 €.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite des locaux situés :

- Antibes : un bureau au 80 Deuxième avenue - Quartier Nova Antipolis ;
- Valbonne Sophia Antipolis/ Biot : un bureau au 2 Place des Amouriers - Garbejaire ;
- Vallauris : un bureau au 6 Boulevard du Docteur Jacques Ugo.

Chacun de ces bureaux est équipé d'un mobilier classique que les intervenants de l'association pourront utiliser pour les besoins exclusifs de la permanence : un téléphone, le fax/photocopieur et le poste informatique sous la responsabilité des coordinateurs de justice et / ou des responsables d'Antennes.

L'abonnement et les communications téléphoniques ainsi que les consommations liées à l'utilisation du fax/photocopieur et du poste informatique sont à la charge financière de la C.A.S.A. L'oblitération est prise en charge par la C.A.S.A.

Les consommations en eau et électricité sont également prises en charge par la C.A.S.A.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 11 200 € par an et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par l'association. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association (comptes n° 86 et 87).

Au terme de la convention, la C.A.S.A. transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que l'association intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

HARJES reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus est de 10 500 €.

En conséquence, le soutien financier total de la C.A.S.A. en tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature) s'élève à 21 700 €.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

### **6.1 Bilans trimestriels**

L'association s'engage à fournir tous les trois mois, pour chaque Antenne et globalement, et ce jusqu'au terme de l'année, un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs.

Seront notamment pris en compte au titre des indicateurs quantitatifs :

- Le nombre de permanences effectuées aux sein des Antennes de Justice
- Le nombre de personnes reçues
- Le nombre d'entretiens effectués
- Le nombre de diligences réalisées en direction des partenaires

Au plan qualitatif :

- La typologie des personnes reçues
- Celle de leurs demandes
- La qualité des relations partenariales avec les structures d'accueil des permanences
- La qualité des relations partenariales avec les institutions et associations complémentaires. (TGI, services de police, services sociaux, etc...)

### **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par l'association.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

HARJES s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association HARJES remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement

son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année suivante.
- Si l'association HARJES est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association HARJES, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

HARJES s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par



l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

HARJES et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association HARJES,  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à  
La Politique de la Ville

Bernard SEGUIN

Michelle SALUCKI

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2018

CHARGES	MONTANT 6	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 - Achats</b>		<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures		<b>74- Subventions d'exploitation<sup>7</sup></b>	<b>19 951</b>
Autres fournitures		Contrat de ville	
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>350</b>		
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation		État : Ministre de la Justice	4 951
Assurance	350	-	
Documentation		Région(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>758</b>	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Département(s) :	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions	758	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>8</sup> CASA	15 000
Services bancaires, autres		-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>1 331</b>	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	1 331	-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>16 970</b>	- CAF	
Rémunération des personnels,	11 584	Fonds européens	
Charges sociales,	5 241	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Conseil d'Etablissement	145	Autres établissements publics	
Mutuelle Médecine du travail		Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement	542		
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>19 951</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>19 951</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>9</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>	<b>11 200</b>	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	<b>11 200</b>
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	11 200	Prestations en nature	11 200
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>31 151</b>	<b>TOTAL</b>	<b>31 151</b>

6 Ne pas indiquer les centimes d'euros.

7 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

8 Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

9 Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

HARJES  
31-33 rue Marcel Journet  
06130 GRASSE  
Tél.: 04 92 60 78 00  
Fax : 04 92 60 78 01

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE  
AVEC L'ASSOCIATION HARJES – Action « Aide aux victimes »**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 16 juillet 2018 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

**ET**

L'association dénommée HARJES régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de d'aider, dans la mesure de ses moyens et de ses compétences, à la résolution de problèmes humains, dont le siège social est situé au 31-33 rue Marcel Journet - 06130 GRASSE, représentée par Monsieur Bernard SEGUIN agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **HARJES**

**EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, HARJES exerce notamment une mission relative à l'aide aux victimes d'infractions pénales et de litiges civils, de prévention de la récidive, d'accès au droit et de médiation.

Dans ce cadre, il est prévu l'exercice et l'organisation de permanences par des intervenants qualifiés au sein des antennes de Justice d'Antibes Juan-les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe Juan.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 11 juillet 2018.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, HARJES s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accès au droit et d'aide aux victimes d'infractions pénales ou de litiges civils ainsi qu'une mission de médiation.

Cette mission s'exerce dans le cadre de permanences réalisées au sein des antennes de justice d'Antibes Juan-les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe Juan qui se font selon 3 axes : l'aide aux victimes et le soutien psychologique d'une part et l'aide aux démarches administratives et à la rédaction d'autre part.

Ces permanences sont assurées par des intervenants qualifiés dans ce domaine et bénéficiant d'une formation permanente assurée par l'association. A l'initiative de la C.A.S.A., HARJES participe ponctuellement à des manifestations sur le thème de l'accès au droit et s'engage, dans la mesure des disponibilités de ses intervenants, à accueillir des stagiaires.

Les objectifs de HARJES sont les suivants :

- Accueillir, écouter, aider (psychologiquement et juridiquement), informer, orienter, accompagner des personnes victimes d'une infraction pénale ou ayant subi un préjudice dans une affaire civile ;
- Intervenir au plus près de la commission de l'infraction et chaque fois que possible, en proximité de la victime ;
- Offrir à la victime un accueil spécifique en urgence ou sur rendez-vous, et en cas de nécessité un déplacement en milieu hospitalier ou au domicile de la victime ;
- Offrir un soutien psychologique à la demande du juriste ou du coordinateur CASA.
- Aider à la rédaction de courriers ou de démarches administratives pour les victimes d'infractions ou de litiges civils et au besoin les accompagner jusqu'au déroulement de l'instance judiciaire

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement HARJES pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2018.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 133 156 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 156 670 €.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite des locaux situés :

- Antibes : un bureau au 80 2<sup>ème</sup> Avenue - Quartier Nova Antipolis ;
- Valbonne Sophia Antipolis/ Biot : un bureau au 2 Place des Amouriers - Garbejaire ;
- Vallauris : un bureau au 6 Boulevard du Docteur Jacques Ugo.

Chacun de ces bureaux est équipé d'un mobilier classique et les intervenants d'HARJES pourront les utiliser pour les besoins exclusifs de la permanence : un téléphone, le fax/photocopieur et le poste informatique sous la responsabilité des coordinateurs de justice et/ou des responsables d'antenne.

L'abonnement et les communications téléphoniques ainsi que les consommations liées à l'utilisation du fax/photocopieur et du poste informatique sont à la charge financièrement de la C.A.S.A.

Les consommations en eau et électricité sont également prises en charge par la C.A.S.A.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 16 980 € et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par l'association. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association (comptes n° 86 et 87).

Au terme de la convention, la C.A.S.A. transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que HARJES intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

HARJES reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus est de 31 500 €.



En conséquence, le soutien financier total de la C.A.S.A. en tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature) s'élève à 48 480 €.

La subvention sera versée en deux fois : 50 % à compter de la date d'exécution de la présente convention et 50 % si les conditions prévues à l'article 6 et 7 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans trimestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

### **6.1 Bilans trimestriels – Evaluations intermédiaires**

HARJES s'engage à fournir tous les trois mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif et par territoire, de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de victimes reçues pour la première fois dans le dispositif,
- Nombre de personnes aidées,
- Nombre total d'entretiens,
- Nombres de permanences effectuées,
- Nombre de soutiens psychologiques,
- Nombre de diligences effectuées en direction des partenaires (services judiciaires, de police ou de gendarmerie, avocats, officiers ministériels, services sociaux, structures hospitalières, mairies, associations etc.).

- Indicateurs qualitatifs :

- Nombre de victimes ayant la qualification femmes victimes de violence conjugale et intrafamiliale,
- Nombre de partenaires associés et diversité des partenaires,
- Nombre de réunions d'information en direction des jeunes,
- Nombre de procédures d'urgence,
- Délai écoulé entre l'infraction et le premier contact,
- Nombre de suivis des années antérieures.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé régulièrement par l'association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

- L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par HARJES.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

HARJES s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association HARJES remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2019.
- Si l'association HARJES est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

- HARJES devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association HARJES, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

HARJES s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

## **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

## **ARTICLE 12 : LITIGES**

HARJES et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association HARJES,  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à  
La Politique de la Ville

Bernard SEGUIN

Michelle SALUCKI

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action CASA

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2018

CHARGES	MONTANT 6	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>2 187</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	1 052	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>7</sup></b>	<b>133 156</b>
Autres fournitures	1 135		
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>7 786</b>	Etat FIPD	10 000
Locations	3 020	Droit commun :	
Entretien et réparation	3 103	Etat : Ministère de la Justice	57 020
Assurance	710	-	
Documentation	953	Etat FIPD TGD	1 000
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>13 148</b>	Région(s) :	18 850
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 852	-	
Publicité, publication	512	- Département TGD	1 286
Déplacements, missions	6 492	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>8</sup>	45 000
Services bancaires, autres	3 292	-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>5 956</b>	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	5 946	-	
Autres impôts et taxes	10	Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>80 201</b>	- CAF	
Rémunération des personnels,	55 579	Fonds européens	
Charges sociales,	23 369	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Autres charges de personnel	1 253	Autres établissements publics	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		Autres privées	
<b>66- Charges financières</b>	<b>263</b>	<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>	<b>2 005</b>	<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>	<b>21 610</b>		
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>133 156</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>133 156</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>9</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>	<b>23 514</b>	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	<b>23 514</b>
Secours en nature		Bénévolat	6 534
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	16 980	Prestations en nature	16 980
Personnel bénévole	6 534	Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>156 670</b>	<b>TOTAL</b>	<b>156 670</b>

Bernard SEGUIN  
Président

<sup>6</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>7</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>8</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>9</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 16/07/2018  
Numéro : BC\_2018\_142  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Association HARJES - Attribution de subventions pour l'année 2018  
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

**Interlocuteur**

Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : tsmwRsx

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 27/07/2018  
Identifiant : 006-240600585-20180716-BC\_2018\_142-DE

**Acte reçu**

Date : 16/07/2018  
Numéro interne : BC\_2018\_142  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 5  
Objet : Association HARJES - Attribution de subventions pour l'année 2018  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 99\_DE-006-240600585-20180716-BC\_2018\_142-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 4  
99\_DE-006-240600585-20180716-BC\_2018\_142-DE-1-1\_2.PDF  
99\_DE-006-240600585-20180716-BC\_2018\_142-DE-1-1\_3.PDF  
99\_DE-006-240600585-20180716-BC\_2018\_142-DE-1-1\_4.PDF  
99\_DE-006-240600585-20180716-BC\_2018\_142-DE-1-1\_5.PDF

N